Compte-rendu

CSAL du 5 octobre 2026

En réponse à notre déclaration liminaire, la direction indique que les demandes de matériels ou dysfonctionnements liés aux immeubles doivent être remontés via ODL.
La situation des emplois sera vu lors du CSAL emplois en 2027 dès que la loi de finances 2027 sera votée.
Concernant l'entretien des espaces verts, celui-ci sera assuré par le prestataire « horizon propreté » dans le cadre d'un marché public.
Les fenêtres de Cosne vont être réparées à court terme et remplacées à moyen terme pour celles le nécessitant. L'absence de badge pour la porte d'accueil de Cosne est un sujet qui va être examiné.
Pour la fermeture de l'accueil de Clamecy, la direction indique qu'il y a des choses à améliorer et qu'en l'absence de réseaux sociaux, il est difficile d'informer les usagers d'une fermeture exceptionnelle.

Bilan de la campagne IR :

La direction nous a présenté le bilan de la campagne IR avec les statistiques sur la réception des usagers, des appels téléphoniques, des e-contacts et du nombre de déclarations de revenus. La CGT tient à votre disposition ce bilan si vous souhaitez le consulter.

Bilan de la campagne d'évaluation :
L'administration a présenté le bilan statistique.

Installation du SDIF :
En raison de la présence d'amiante, le coût estimé des travaux est supérieur à 100 000 € : la direction doit donc passer par un marché public. Elle va faire appel à un maître d'œuvre pour l'accompagner et la conseiller pendant les travaux. Le maître d'œuvre sera choisi dans les prochaines semaines. La direction prévoit une installation du SDIF en fin de 1er trimestre 2027. En cas de besoin, la DG accordera le financement nécessaire.
La direction profite de ces travaux pour organiser une campagne d'archivage et de destruction de documents sur Baynac. Une note va prochainement être envoyée aux chefs de service.

Questions diverses :
La CGT interpelle la direction sur le ralentissement de plusieurs applications (Hélios, Clic'esi, D2C) ainsi que les dysfonctionnements des BALF (messagerie des services).

La CGT interroge la direction sur les candidatures reçues suite à la publication de la fiche de poste du responsable du PCRP. Elle espère trouver "chaussure à son pied" pour une nomination au 01/01/2027.

Déclaration liminaire

Notre pays tient grâce à ses agents publics et au travail de ceux qui produisent les richesses. Ce sont eux qui étaient au front lors de cet été catastrophique, résultat d'années d'austérité pour les services publics : 45 000 lits d'hôpitaux fermés, 1000 camions de pompiers en moins depuis 20 ans... Les services publics sont à l'os. La France est l'un des pays de l'OCDE qui paye le plus mal ses fonctionnaires. Il faut tirer les leçons des catastrophes de cet été et augmenter les moyens de nos services publics !

Les agents refusent que le budget 2027 se construise une nouvelle fois sur le gel du point d'indice, les coupes budgétaires et la dégradation des conditions de travail. Ils exigent une augmentation générale et significative de la valeur du point, son indexation sur l'inflation, une refonte des grilles, le rétablissement de la GIPA, l'abrogation du jour de carence et le retour à 100 % de la rémunération en congé maladie ordinaire.

Pour 2027, la DGFIP annonce 176 suppressions d'emplois.

Au niveau local, compte tenu des erreurs avérées sur le nombre des grévistes, la CGT demande à ce qu'un décompte rectificatif nous soit communiqué, remonté à Bercy et publié. Nous voulons également avoir les chiffres "consolidés" au vu des émargements remontés à la direction par les chefs de service. Les chiffres importants de grévistes montrent bien que la situation est fortement dégradée dans les services.

En tant que service public, les agents de la DGFIP sont en première ligne pour absorber le mécontentement et la colère des usagers contre les pouvoirs publics. Ils subissent les conséquences des réformes, restructurations, suppressions d'emploi, austérité budgétaire.

Pourtant, nos missions sont des tâches essentielles et permettent de faire face aux enjeux économiques, financiers et fiscaux. Elles sont indispensables au bon fonctionnement de la société, au bien être, à la sécurité des citoyens et aux financements des besoins, en premier lieu les services publics. Ceux-ci nécessitent des moyens humains, matériels et organisationnels à la hauteur. Les réformes et restructurations incessantes doivent prendre fin : que nos dirigeants nous foutent la paix et nous laissent travailler !

Bilan de la campagne impôt sur les revenus 2026

D'après la direction, "2 631 usagers ont été accueillies par les intervenants en France Services confirmant ainsi la place importante désormais acquise à ces nouvelles structures". Cet afflux est la conséquence directe de la fermeture des trésoreries (NRP 1). C'est pourquoi la CGT réaffirme sa volonté de réouverture de service des Finances publiques de proximité et surtout de **pleine compétence** dans la Nièvre.

Installation du SDIF

Comme vous l'avez indiqué lors de la réunion informelle du 24 septembre, l'installation du SDIF est provisoire. Cependant la CGT demande à ce que les agents bénéficient de bras articulés pour leurs écrans d'ordinateur pour ceux qui en ont besoin.

Concernant l’intégration de l'équipe d'accueil au service des impôts des particuliers de la Nièvre, les agents sont inquiets et se posent des questions :
- mobilité dans le département de l'actuelle équipe d'accueil,
- pérennité de l'indemnité d'accueil pour les collègues en bénéficiant.

Suite aux HMI réalisées, la CGT vous fait part de problèmes remontés par les agents pour le site de Cosne : déménagement de 4 armoires qui doivent être remontées au 1er étage, odeurs venant des toilettes et incommodant les agents, fenêtres HS, volets HS et parfois bloqués en position ouverte ou fermée, ventilateurs HS, pas de salle climatisée, peuplier dont les racines poussent dans un regard au niveau de la sortie de secours du CIO, 3 jours sans ménage à la date de l'HMI, absence de ventilateur à l'accueil (plusieurs sujets ont déjà été remontés au responsable de site). Pour le hall d’accueil , il y a un problème de circulation en raison de l'absence de badge.

La fermeture de nos services sur Clamecy a provoqué un problème d’accessibilité du site à la CPAM. Un effort de communication doit être fait pour informer nos partenaires et les usagers.

Tous les sites ont fait remonter un manque d'entretien des espaces verts, même si celui-ci a été effectué depuis.

Ah oui… Et LES ESSUIE-MAINS !
Merci de penser à les réapprovisionner.